



Conseil économique et social

Distr. générale
7 novembre 2013
Français
Original : anglais

**Comité chargé des organisations
non gouvernementales**
Session ordinaire de 2014
21-30 janvier et 7 février 2014

**Rapports quadriennaux pour la période 2009-2012
présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général
par les organisations non gouvernementales dotées
du statut consultatif auprès du Conseil économique
et social, en application de la résolution 1996/31**

Note du Secrétaire général

Additif

Table des matières

	<i>Page</i>
1. Watson Institute for International Studies	3
2. Women Environmental Programme	5
3. Women in Dialog.	6
4. Women's Bar Association of the State of New York.	7
5. Women's Board Educational Cooperation Society	9
6. Women's Centre for Legal Aid and Counselling.	11
7. Women's Education and Culture Foundation	13
8. Women's Federation for World Peace International	14
9. Women's Learning Partnership for Rights, Development and Peace	16
10. World Association of Former United Nations Interns and Fellows	17
11. World Evangelical Alliance	18
12. World Family of Radio Maria.	20



13.	World Federation of Ukrainian Women’s Organizations	21
14.	World Lung Foundation	23
15.	World Political Forum.	25
16.	World Resources Institute.	26
17.	World Water Council.	28

1. Watson Institute for International Studies

Statut consultatif spécial octroyé en 2005

Introduction

Le Watson Institute for International Studies de la Brown University est un centre de recherche et d'enseignement réputé, qui s'intéresse aux problèmes contemporains les plus marquants.

Objectifs et buts de l'organisation

L'Institut se consacre essentiellement à deux domaines de recherche : la sécurité globale et l'économie politique et le développement. Il propose aux étudiants de la filière des relations internationales un enseignement sur le développement, l'Amérique latine et les Caraïbes et le Moyen-Orient et l'Asie du Sud. L'Institut emploie des enseignants issus des sciences sociales, y compris des enseignants de la Brown University et des universitaires et spécialistes invités qui viennent du monde entier, notamment des pays en développement, et entend bâtir des passerelles entre les thèmes de recherche et découvrir de nouveaux horizons, au-delà du cercle étroit de l'université. Dans ce cadre, l'Institut travaille depuis longtemps avec les Nations Unies, des organisations internationales de grande importance, des gouvernements et des organisations non gouvernementales (ONG).

Changements à signaler

Aucun changement à signaler.

Contribution aux activités de l'ONU

L'Institut a noué des relations de travail avec les Nations Unies. Son travail est d'une importance considérable pour les objectifs du Millénaire pour le développement. Les chercheurs de l'Institut ont participé à l'action de l'ONU, notamment dans la lutte contre le terrorisme, le maintien de la paix, les droits de l'homme, les changements climatiques, etc. Ces activités ont eu lieu à la fois dans les locaux de l'ONU et au sein de l'Institut. Ainsi, un des envoyés spéciaux du Secrétaire général sur les changements climatiques et l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Sahel sont tous deux professeurs itinérants de la Brown University établis à l'Institut. Ces deux personnalités, ainsi que d'autres, qui sont spécialisées dans le développement et les activités de l'ONU, s'emploient de concert avec des experts de l'Institut à analyser les questions globales de façon à mieux les appréhender au sein et en dehors de l'Institut.

L'économie politique et le développement étant des thèmes centraux de recherche et d'enseignement de l'Institut, le travail qui y est fait vient de façon à la fois implicite et explicite appuyer les objectifs du Millénaire pour le développement et d'autres principes régissant le développement mondial dans la paix. Les recherches menées sur les changements climatiques et la viabilité environnementale appuient de manière directe l'objectif 7.

L'Institut forme les nouvelles générations aux défis mondiaux. C'est ainsi qu'il a élaboré, entre autres, un programme d'enseignement secondaire intitulé « The United Nations: challenges and change », dont la troisième édition a été publiée en 2011; les programmes de premier cycle précités; un programme de troisième cycle

sur le développement et des cycles de formation en été pour des spécialistes des pays en développement.

Participation aux réunions de l'ONU

L'Institut a participé aux réunions ci-après :

a) Un représentant de l'Institut et dix étudiants, qui font des recherches sur les changements climatiques et la viabilité environnementale, ont assisté, du 28 novembre au 9 décembre 2011 à Durban (Afrique du Sud), à la dix-septième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, et ont apporté une assistance au Président du Groupe des pays les moins avancés;

b) Un représentant de l'Institut a tenu une réunion avec le bureau sous-régional pour l'Asie de l'Est et du Nord-Est de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), en juin 2012 à Séoul (République de Corée).

Coopération avec les organes de l'ONU

Un rapport de l'Institut intitulé « Conduct and discipline in United Nations peacekeeping operations: culture, political economy and gender » a été présenté, le 19 octobre 2009, au Groupe Déontologie et discipline du Département des opérations de maintien de la paix du Secrétariat.

En 2009 et 2010, l'Institut a fourni des services consultatifs au Département des opérations de maintien de la paix.

En 2011, le Conseil des droits de l'homme a nommé un professeur auxiliaire d'études internationales rattaché à l'Institut, Paulo Pinheiro, Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme dans la République arabe syrienne et Président de la Commission internationale indépendante d'enquête sur la République arabe syrienne.

Initiatives de l'organisation conduites en appui à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

En appui à l'objectif 3, l'Institut a publié en 2009 un livre sur les femmes au pouvoir dans les parlements de l'ère postcommuniste.

En appui à l'objectif 8, l'Institut a publié en 2009 un livre intitulé « Treasures of the Earth: Need, Greed and a Sustainable Future »; consacré en 2010 un numéro de son journal *Studies in Comparative Development* aux pressions mondiales, aux réponses des pays et aux droits en matière d'emploi dans les pays en développement (vol. 45, n° 2) et publié en 2009 un article dans le Journal sur la dépendance et le développement dans un monde globalisé (vol. 44, n° 4).

2. Women Environmental Programme

Statut consultatif spécial octroyé en 2005

Introduction

Women Environmental Programme est une organisation non gouvernementale sans but lucratif, non religieuse et bénévole créée en 1997 au Nigéria par une association locale de femmes. Elle a obtenu le statut consultatif spécial auprès du Conseil économique et social en 2005 et le statut d'observateur auprès du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et des organes de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques en 2012.

Objectifs et buts de l'organisation

L'objectif principal de l'organisation est de lutter contre les injustices faites aux femmes en matière environnementale et de promouvoir les droits économiques et sociaux des femmes, des enfants et des jeunes. Ses objectifs stratégiques portent sur la sensibilisation du public aux effets potentiels des changements climatiques sur les objectifs de développement, en tenant compte du souci de parité entre les sexes; la promotion de la gestion des ressources naturelles dans le cadre des politiques et conventions nationales et internationales relatives au développement durable; le plaidoyer pour les droits des personnes vivant en milieu urbain et rural à la terre, au logement et aux infrastructures sociales de base conformément au Pacte international sur les droits économiques, sociaux et culturels; le renforcement des capacités de la population dans la gestion des différends liés à l'environnement, des énergies renouvelables, de l'eau, de l'assainissement et des polluants organiques; et la responsabilisation des femmes et des jeunes pour exercer leurs droits et responsabilités civiques et participer aux processus électoraux et à la gouvernance démocratique au Nigéria.

Changements à signaler

Aucun changement à signaler.

Contribution aux activités de l'ONU

L'organisation a assuré la coordination des Grands groupes nigériens et participé à la rédaction de leurs recommandations dans le cadre de la préparation de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, qui s'est tenue en 2012 à Rio de Janeiro (Brésil). Elle a organisé des manifestations en marge de la dix-neuvième session de la Commission du développement durable, en 2011 à New York; de la cinquante-cinquième session de la Commission de la condition de la femme, en 2011 à New York; et des dix-septième et dix-huitième sessions de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, respectivement en 2011 à Durban (Afrique du Sud) et en 2012 à Doha.

Participation aux réunions de l'ONU

L'organisation a participé aux réunions ci-après : les cinquante-quatrième, cinquante-cinquième et cinquante-sixième sessions de la Commission de la condition de la femme, respectivement en 2010, 2011 et 2012 à New York; la

Conférence des Nations Unies sur le développement durable, en 2012 à Rio de Janeiro (Brésil); les dix-huitième et dix-neuvième sessions de la Commission du développement durable, respectivement en 2010 et 2011 à New York et la soixante-septième session de l'Assemblée générale, en septembre 2012 à New York.

Coopération avec les organes de l'ONU

L'organisation a coopéré avec les organismes ci-après : le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), sur des questions concernant les droits de l'homme, la gouvernance démocratique, la paix et gestion des conflits dans la « Ceinture centrale » du Nigéria; l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) sur des thèmes liés à la responsabilisation politique des femmes; le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) sur l'étude de la violence sexiste au Nigéria et le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) sur le logement et les taudis urbains.

Initiatives de l'organisation conduites en appui à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Aucune activité spécifiquement liée à ces objectifs.

3. Women in Dialog

Statut consultatif spécial octroyé en 1985

Introduction

Women in Dialog s'emploie à sensibiliser le public grâce aux études qu'elle mène sur les relations entre les races et les communautés, en mettant notamment l'accent sur les femmes. L'organisation dirige des centres pour les femmes dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (à Londres) et aux États-Unis (à Los Angeles, Philadelphie et San Francisco).

Objectifs et buts de l'organisation

L'organisation recueille et diffuse des informations sur les femmes qui dispensent bénévolement des soins aux familles et aux communautés et s'occupent de la terre, et montre comment les relations entre les races et les communautés constituent une partie importante du travail non rémunéré de ces femmes. Les centres de l'organisation sont fréquentés par des femmes représentatives de la diversité ethnique et sociale, qui y mènent des activités d'entraide. L'organisation élabore des études, produit des fiches d'information et des publications et accueille des conférences, des réunions, des ateliers, des projections de films et des expositions.

Changements à signaler

Aucun changement à signaler.

Contribution aux activités de l'ONU

L'organisation a communiqué des informations sur la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing concernant la mesure et l'évaluation du travail non rémunéré dans les comptes nationaux et aux niveaux du gouvernement, des ONG et des collectivités. Au Royaume-Uni, elle a aidé, en 2009, l'International Women Count Network en Espagne à préparer son projet de programme de l'Institut des femmes du Gouvernement de la Catalogne sur la mesure et l'évaluation du travail bénévole. En décembre 2009, elle a communiqué des informations sur le paragraphe 120 du Programme d'action de Beijing lors d'une réception à la Maison Blanche à Washington.

Participation aux réunions de l'ONU

L'organisation a diffusé des informations lors de la Conférence d'examen de Durban, qui a eu lieu en avril 2009 à Genève.

Coopération avec les organes de l'ONU

Aucune action de coopération.

Initiatives de l'organisation conduites en appui à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

En appui à la réalisation de l'objectif 1 au Royaume-Uni, l'organisation a fourni des informations sur les ressources accordées aux femmes démunies (aides financières, hébergement et aides alimentaires) et a dirigé l'appel d'urgence annuel en faveur des femmes démunies et des enfants à la recherche d'un asile. Elle a collecté des fonds aux États-Unis pour les victimes du séisme qui a frappé Haïti en janvier 2010 et a accueilli une collecte de fonds en avril 2012 à Londres pour aider à des projets de reconstruction dirigés par des femmes.

En appui à l'objectif 3, l'organisation a fourni à des femmes des espaces de bureau et de réunion, un soutien technique et la possibilité de mener des actions bénévoles dans le domaine de l'alphabétisation et du perfectionnement afin de les rendre plus autonomes. Les actions ont essentiellement porté sur la lutte contre le racisme, l'accueil des victimes de viol et de persécution, l'allaitement, la garde d'enfants, le handicap, la discrimination à l'égard des lesbiennes, des homosexuels, des bisexuels et des transsexuels, les sans-abri, l'immigration, l'égalité salariale, la rémunération des soins, la prostitution, les conséquences de la guerre, l'occupation et les dépenses militaires et la réforme des services sociaux.

4. Women's Bar Association of the State of New York

Statut consultatif spécial octroyé en 2009

Introduction

C'est l'Ordre des avocats le plus important de l'État de New York. Son but est de favoriser la promotion de la femme dans les professions juridiques, en particulier, et de toutes les femmes dans la société, d'une façon générale. L'Association s'occupe de questions juridiques complexes afin de promouvoir le changement pour

les femmes et les enfants dans l'État de New York et une administration juste et équitable de la justice.

Objectifs et buts de l'organisation

L'Association est honorablement connue de longue date pour son action en faveur de l'amélioration de la condition de toutes les femmes dans la société, à travers les activités de plaidoyer qu'elle mène pour un traitement juste et équitable de toutes les femmes. Elle a longtemps été à l'avant-garde des initiatives visant à modifier la législation en matière de violence domestique, à réaliser l'équité dans la dissolution des liens matrimoniaux et dans les décisions touchant à la garde des enfants, mais aussi dans les actions contre les infractions de violence sexuelle et de discrimination sexuelle au travail. Elle continuera d'être à l'avant-garde de toutes les questions concernant les femmes, les enfants et les familles.

Changements à signaler

Aucun changement à signaler.

Contribution aux activités de l'ONU

L'Association a participé à un groupe de travail du Comité exécutif des ONG travaillant avec le Département de l'information lors de la soixante-troisième Conférence annuelle du Département de l'information et des ONG, intitulé « Progresser dans la santé : réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement », qui s'est tenue du 30 août au 1^{er} septembre 2010 à Melbourne (Australie). En 2012, elle a pris part à la rédaction d'une déclaration concernant les violences faites aux femmes âgées dans le monde, qui sera lue en 2013 à la cinquante-septième session de la Commission de la condition de la femme.

Participation aux réunions de l'ONU

L'Association a participé aux réunions et activités ci-après :

- Une réunion d'information pour les ONG sur le Fonds d'affectation spéciale pour les victimes, qui s'est tenue au siège de la Coalition pour la Cour pénale internationale, le 5 novembre 2009 à New York;
- La huitième session de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale, puis une manifestation organisée en marge de la session du Groupe de travail sur les droits des victimes, du 18 au 26 novembre 2009 à La Haye (Pays-Bas), et la neuvième session de l'Assemblée du 6 au 10 décembre 2010 à New York;
- La cinquante-quatrième session de la Commission de la condition de la femme, du 1^{er} au 12 mars 2010 à New York;
- La projection du film « Courting Justice », coparrainée par l'organisation dans le cadre de la Journée internationale de la femme, le 9 mars 2010 à New York;
- Une manifestation organisée par ONU-Femmes intitulée « Une promesse est une promesse », à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes (2012).

Coopération avec les organes de l'ONU

Une représentante de l'Association a travaillé bénévolement comme juriste invitée au Bureau du Procureur de la Cour pénale internationale et a préparé un mémorandum sur les stratégies d'enquête destinées à appuyer des accusations de persécution sur des bases sexistes lors des audiences de confirmation des charges, du 4 février au 30 juin 2011.

Une représentante de l'Association a saisi le Bureau du Procureur de la Cour pénale internationale au sujet de la prise en charge des besoins des enfants témoins, réussissant à faire prévaloir des stratégies d'accusation, et a pris part à une table ronde de la Section consultative juridique sur les stratégies globales de réponse aux besoins des victimes dans les enquêtes et les poursuites, qui s'est tenue du 24 au 30 juin 2011 à La Haye.

Initiatives de l'organisation conduites en appui à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'Association a mis l'accent sur des activités de plaidoyer pour la lutte contre le trafic d'êtres humains et la violence domestique, en prenant part notamment aux manifestations ci-après :

a) La projection du film « Very Young Girls », suivie d'une discussion avec une personnalité invitée sur les programmes d'éducation et de mentorat en faveur des filles victimes du trafic d'êtres humains ou qui y sont exposées, le 29 novembre 2011 à New York;

b) Une manifestation organisée par le Gender Fairness Committee (Comité pour l'équité entre les sexes) de la Cour suprême de la ville de New York intitulée « Débat sur les crimes d'honneur », le 8 mars 2011 à New York;

c) La projection du film « War Redefined », avec la participation comme personnalité invitée de l'ex-Procureur du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, le 4 juin 2012 à New York.

L'Association a aussi consacré une grande partie de ses activités de plaidoyer à la promotion du statut de la femme dans la société et à l'accès des femmes à la justice. Elle a ainsi participé à une manifestation organisée par ONU-Femmes sur l'autonomisation des femmes, sur le thème « Equality means business », le 18 octobre 2011 à New York.

5. Women's Board Educational Cooperation Society

Statut consultatif spécial octroyé en 2001

Introduction

Le but général de Women's Board Educational Cooperation Society est de favoriser l'épanouissement des femmes nigérianes et leur autonomisation par l'éducation et la promotion de normes de travail élevées. L'organisation vise à donner aux femmes une grande force de caractère; les doter de qualifications; favoriser des attitudes responsables au travail; assurer des services d'alphabétisation et de soins de santé de base dans les zones rurales et renforcer les capacités institutionnelles des ONG.

Objectifs et buts de l'organisation

Dans sa stratégie, l'organisation tend essentiellement à favoriser les activités éducatives : cours sur le leadership à l'intention des étudiantes dans les universités et des lycéennes; formations qualifiantes en hôtellerie pour les jeunes filles démunies; cours sur la création de microentreprises; séminaires sur le développement des petites et moyennes entreprises; ateliers sur le perfectionnement professionnel pour améliorer l'efficacité des femmes au travail; projets de services communautaires dans les zones rurales et suburbaines pour améliorer les conditions de vie des populations et séminaires sur le renforcement des capacités des ONG.

Changements à signaler

Aucun changement à signaler.

Contribution aux activités de l'ONU

L'organisation met en place des programmes de leadership pour favoriser l'épanouissement des étudiantes. Elle organise des formations en restauration et hôtellerie, ainsi que des cours d'alphabétisation et des formations sur l'éducation de base et les soins à donner aux enfants et aux femmes habitant dans les zones rurales et suburbaines.

Participation aux réunions de l'ONU

En 2009, l'organisation a participé aux manifestations ci-après : le programme d'orientation annuel organisé par le Département de l'information à l'intention des ONG, les 19 et 20 mars 2009 à New York et un forum interactif avec le Secrétaire général adjoint à la communication et à l'information, organisé par le Centre d'information des Nations Unies le 9 février 2009 à Lagos.

En 2010, elle a participé aux manifestations ci-après : la soixante-troisième conférence annuelle du Département de l'information et des ONG, tenue sur le thème des progrès dans la santé, du 30 août au 1^{er} septembre 2010 à Melbourne (Australie); le Forum mondial des ONG pour les femmes : Beijing+15, les 27 et 28 février 2010 à New York, la cinquante-quatrième session de la Commission de la condition de la femme, du 1^{er} au 12 mars 2010 à New York; un rassemblement sur le thème « Debout et battez le rappel en faveur des objectifs du Millénaire pour le développement », le 11 septembre 2010.

En 2011, l'organisation a participé aux manifestations ci-après : la séance inaugurale d'ONU-Femmes intitulée « Honorer le passé et envisager le futur des femmes et des filles », le 24 février 2011 à New York; la cinquante-cinquième session de la Commission de la condition de la femme, du 22 février au 4 mars à New York et la Réunion de haut niveau sur la jeunesse, les 25 et 26 juillet 2011 à New York.

En 2012, l'organisation a participé à la cinquante-sixième session de la Commission de la condition de la femme, du 27 février au 9 mars 2012 à New York.

L'organisation a fait, en juin 2010, des déclarations lors des débats de haut niveau du Conseil économique et social sur la mise en œuvre des objectifs et engagements convenus sur le plan international concernant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes; sur la mise en œuvre des objectifs et engagements

convenus sur le plan international concernant l'éducation, en juillet 2011; et sur la promotion des capacités productives, de l'emploi et du travail décent pour éradiquer la pauvreté dans le contexte d'une croissance économique ouverte à tous, durable et équitable à tous les niveaux de réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, en juillet 2012. Elle a aussi fait des déclarations lors des cinquante-cinquième et cinquante-sixième sessions de la Commission de la condition de la femme, respectivement en 2011 et 2012.

Coopération avec les organes de l'ONU

Aucune action de coopération.

Initiatives de l'organisation conduites en appui à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a organisé des cycles de formation en hôtellerie pour permettre aux femmes démunies d'accéder à un emploi, et, ainsi, d'améliorer leur sort (objectif 1); elle a soutenu des programmes d'éducation de base destinés aux enfants non scolarisés des régions rurales (objectif 2); elle a organisé des programmes de leadership pour promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (objectif 3) et a fourni des services de soins de santé et une formation en nutrition à des habitants des régions rurales afin de réduire la mortalité infantile, d'améliorer la santé maternelle et de lutter contre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies (objectifs 4, 5 et 6).

6. Women's Centre for Legal Aid and Counselling

Statut consultatif spécial octroyé en 2005

Introduction

Le Women's Centre for Legal Aid and Counselling est une organisation palestinienne indépendante, non gouvernementale et sans but lucratif, qui a été créée en 1991 dans le but de contribuer à l'édification d'une société palestinienne démocratique basée sur les principes d'égalité et de justice sociale entre les femmes et les hommes.

Objectifs et buts de l'organisation

Le Centre a pour but de traiter les causes et les conséquences de la violence faite aux femmes dans la communauté, ainsi que les effets spécifiques de l'occupation israélienne. À cette fin, il agit non seulement pour réparer des négligences historiques, faire front face à un héritage culturel négatif et changer la manière dont les femmes sont socialement perçues au sein de la communauté, mais également pour répondre aux besoins des femmes dans le territoire palestinien occupé.

Changements à signaler

Aucun changement à signaler.

Contribution aux activités de l'ONU

Le Centre a soumis une recommandation au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, destinée à être introduite dans le projet de recommandation générale du Comité sur les femmes et la prévention des conflits et les femmes dans les situations de conflit et les situations postérieures aux conflits. Il a également soumis un rapport conjoint à l'examen de la mission internationale indépendante d'établissement des faits chargée d'étudier les effets des colonies de peuplement israéliennes sur les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels des Palestiniens dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, conformément à la résolution 19/17 du Conseil des droits de l'homme. Le Centre a en outre témoigné devant la mission d'établissement des faits sur les colonies de peuplement israéliennes dans le territoire palestinien occupé et soumis, en octobre 2010, un rapport conjoint alternatif au Comité sur les droits économiques, sociaux et culturels.

Le Centre a également apporté son témoignage devant le Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés au cours des étés 2009, 2010 et 2011 à Amman et a soumis des rapports écrits sur ces questions.

Participation aux réunions de l'ONU

Le Centre a pris part aux réunions ci-après : les cinquante-quatrième et cinquante-cinquième sessions de la Commission de la condition de la femme, tenues respectivement du 1^{er} au 12 mars 2010 et du 22 février au 4 mars 2011 à New York; l'examen par le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes des quatrième et cinquième rapports périodiques d'Israël, en janvier 2011 à Genève, au cours duquel il a soumis un rapport alternatif, fait une déclaration orale et tenu une manifestation en marge de la réunion; et la quatre-vingt-dix-neuvième session du Comité des droits de l'homme, du 12 au 30 juillet 2010 à Genève, au cours de laquelle le Comité a examiné le troisième rapport périodique d'Israël et le Centre a fait une déclaration orale, soumis un rapport alternatif sur la question et pris part à une manifestation d'ONG organisée en marge de la réunion.

Coopération avec les organes de l'ONU

Le Centre a collaboré avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme en participant à des réunions du Groupe de travail sur la protection et du Groupe de travail sur les déplacements pour le territoire palestinien occupé. Il a également collaboré avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) sur des projets spéciaux concernant les familles désunies et la primauté du droit, et tenu des consultations avec ONU-Femmes à la faveur de l'élaboration du plan stratégique national pour l'égalité des sexes.

Initiatives de l'organisation conduites en appui à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Le Centre a contribué à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement dans le territoire palestinien occupé par des actions de promotion de l'égalité des sexes à travers la formation. Il a poursuivi ses activités de renforcement des capacités des organisations locales par des actions de formation, des ateliers et des campagnes de sensibilisation à l'égalité des sexes. Le Centre, de concert avec

des responsables de l'Autorité palestinienne, a mené des campagnes pour la promotion de réformes juridiques favorisant les droits des femmes et a organisé diverses manifestations et campagnes en 2009, 2010, 2011 et 2012 dans le cadre de la campagne mondiale de lutte contre les violences faites aux femmes. Il a continué de fournir des services d'assistance juridique et sociale aux femmes victimes de violence en mettant à contribution une équipe de juristes et de travailleurs sociaux et a participé à la mise en œuvre du projet « Takamol » de création d'un système durable d'information dans les domaines juridique, sanitaire et social pour les femmes victimes de violence. Les activités de réforme et d'élaboration des politiques du Centre ont été axées sur le droit pénal, le statut personnel, la législation relative à la protection de la famille contre la violence et la mise en place de protocoles opérationnels. Le Centre a continué de participer activement aux travaux de la Commission internationale des femmes, qui a été créée en collaboration avec ONU-Femmes pour œuvrer à l'application de la résolution [1325 \(2000\)](#) du Conseil de sécurité sur les femmes, la paix et la sécurité.

7. Women's Education and Culture Foundation

Statut consultatif spécial octroyé en 2009

Introduction

La Women's Education and Culture Foundation aide les familles pauvres comptant plus d'un enfant à accéder à l'éducation formelle, notamment les filles, les veuves démunies, les orphelins et les personnes malades ou handicapées, ainsi que toutes les personnes dont le revenu est inférieur au salaire minimum.

Objectifs et buts de l'organisation

La Fondation met en œuvre ses programmes grâce aux cotisations de ses membres, aux dons qu'elle recueille et à diverses activités génératrices de revenus telles que séminaires, pique-niques, brunches, dîners et excursions.

Changements à signaler

Aucun changement à signaler.

Contribution aux activités de l'ONU

La Fondation a organisé une réunion d'ONG le 7 mai 2012 dans son centre d'Istanbul. Elle a accueilli une réunion avec la Fondation yéménite-turque pour le développement et le Mouvement de la jeunesse musulmane de Malaisie, le 15 mai 2012 à Istanbul.

Participation aux réunions de l'ONU

La Fondation a participé à la quatrième Conférence sur les pays les moins avancés, du 9 au 13 mai 2011 à Istanbul.

Coopération avec les organes de l'ONU

Aucune action de coopération.

Initiatives de l'organisation conduites en appui à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

La Fondation a pris part à la campagne menée en août 2011 pour aider les populations des régions touchées par la sécheresse en Somalie. À la suite du séisme qui a frappé Van (Turquie) en octobre 2011, la Fondation a lancé une campagne de collecte de fonds pour offrir aux victimes des vêtements et des denrées alimentaires et leur apporter des secours d'urgence. Au cours de la période considérée, la Fondation a fourni tous les mois à près de 1 000 familles pauvres des denrées alimentaires, des vêtements, des soins de santé, un accueil et un enseignement.

8. Women's Federation for World Peace International

General, 1997

Introduction

La Fédération a pour objectif de promouvoir une famille humaine mondiale pacifique et harmonieuse. Ses quatre buts principaux sont l'autonomisation des femmes partout dans le monde; la consolidation des valeurs familiales; la bonne éducation des enfants et l'établissement de partenariats pour la paix grâce à la collaboration des femmes.

Objectifs et buts de l'organisation

La Fédération a deux domaines d'action principaux : a) l'éradication de la pauvreté à travers la mise en place de projets de services, dont la construction et la gestion d'écoles et de centres de formation professionnelle, des programmes de microcrédit, des programmes d'aide aux parents et de bourses, l'agriculture et l'aide alimentaire, des programmes de prévention du sida, l'assainissement, les conseils en matière de nutrition et l'assistance médicale; et b) le projet fraternel de réconciliation et de consolidation de la paix « Passerelle de la paix ».

Changements à signaler

Aucun changement à signaler.

Contribution aux activités de l'ONU

La Fédération a mis en œuvre les projets précités de réduction de la pauvreté dans 50 pays en développement. Elle a participé à diverses conférences tenues au Siège de l'ONU à New York.

Participation aux réunions de l'ONU

La Fédération a pris part aux réunions ci-après :

- Les cinquante-troisième, cinquante-quatrième, cinquante-cinquième et cinquante-sixième sessions de la Commission de la condition de la femme, en marge desquelles elle a organisé des manifestations spéciales respectivement les 2 mars 2009, 2 mars 2010, 23 février 2011 et 27 février 2012 et présenté des déclarations écrites conjointement avec d'autres ONG;

- Les débats de haut niveau du Conseil économique et social en 2009 à Genève et en 2010, 2011 et 2012 à New York. Elle a coparrainé, en juillet 2012, une manifestation spéciale avec le Service des organisations non gouvernementales du Département des affaires économiques et sociale du Secrétariat, le Bureau du Haut Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement et l'Organisation internationale du travail;
- Les sessions du Conseil des droits de l'homme de 2009 à 2012 à Genève;
- Les auditions informelles interactives de l'Assemblée générale avec les organisations non gouvernementales, les organisations de la société civile et le secteur privé en 2010, 2011 et 2012;
- La Conférence du Département de l'information et des organisations non gouvernementales, du 30 août au 1^{er} septembre 2010 à Melbourne (Australie).

Coopération avec les organes de l'ONU

La Fédération a coopéré avec l'ONU de diverses manières :

a) En 2009, elle a fait un don de 6 700 dollars au Fonds des États-Unis pour l'UNICEF, destiné aux enfants de Gaza;

b) En 2010, elle a fait plusieurs dons, respectivement de 9 000 dollars au Programme alimentaire mondiale (PAM) pour les victimes des inondations au Pakistan, de 4 300 dollars à l'UNICEF pour les victimes du tremblement de terre qui a frappé Haïti, de 5 800 dollars au Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) au Kenya, pour les victimes de la sécheresse dans la corne de l'Afrique et de 3 333 dollars au HCR au Japon pour des secours d'urgence en Somalie;

c) En 2011 et 2012, elle a collaboré avec la Banque mondiale à la mise en œuvre d'un projet de démobilisation et de réinsertion au Rwanda, inscrivant 201 ex-combattants comme étudiants dans son institut technique New Hope du Rwanda.

Initiatives de l'organisation conduites en appui à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

La Fédération a contribué à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement en Afrique, en Asie, en Amérique latine et dans les Caraïbes, en Europe de l'Est, en Asie centrale et en Océanie, ainsi qu'il suit :

a) Objectif 1 : elle a mis en place un projet de microcrédit en Jordanie pour 456 femmes et construit et géré des écoles de formation professionnelle pour 4 700 femmes dans les pays suivants : Afghanistan, Cameroun, Inde, Jordanie, Myanmar, Népal, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe et Sénégal;

b) Objectif 2 : elle a construit et géré des écoles élémentaires dans les pays suivants : Éthiopie, Guinée Bissau, Guinée équatoriale et Libéria et accordé des bourses à 1 234 élèves des écoles élémentaires;

c) Objectif 4 : elle a organisé des cours de nutrition pour les mères d'enfants malnutris en Zambie, qui ont bénéficié à 12 523 enfants;

d) Objectif 5 : elle a mis trois cliniques médicales mobiles au service de trois villages sans couverture sanitaire au Niger;

e) Objectif 6 : elle a organisé des séminaires de prévention contre le sida dans les pays ci-après : Bélarus, ex-République yougoslave de Macédoine, Ghana, Japon, Kenya, Mauritanie, République dominicaine et Trinité-et-Tobago.

9. Women's Learning Partnership for Rights, Development and Peace

Statut consultatif spécial octroyé en 2005

Introduction

Women's Learning Partnership for Rights, Development and Peace travaille avec des organisations communautaires partenaires autonomes dans le Grand Sud, afin d'édifier un monde dans lequel le leadership est démocratique et éthique et les droits fondamentaux des femmes sont respectés et protégés.

Objectifs et buts de l'organisation

L'organisation vise à renforcer les capacités des organisations partenaires et associations de femmes en vue d'accroître leur efficacité et leur viabilité; à renforcer les réseaux régionaux et internationaux qui favorisent l'égalité des sexes et à assurer des formations en leadership et dans les technologies de l'information et de la communication afin de promouvoir la participation civique et à créer des programmes d'enseignement et des publications adaptées aux diverses cultures et destinés à des activités de formation et de diffusion des connaissances.

Changements à signaler

Aucun changement à signaler.

Contribution aux activités de l'ONU

L'organisation plaide pour l'application intégrale de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité sur les femmes, la paix et la sécurité. Elle élabore des programmes d'enseignement et de formation adaptés aux valeurs culturelles des bénéficiaires, conformément aux pratiques du FNUAP. Elle vise à éliminer la violence contre les femmes, en complément des objectifs d'ONU-Femmes.

Participation aux réunions de l'ONU

L'organisation a pris part aux réunions ci-après :

- Une manifestation tenue parallèlement à la cinquante-troisième session de la Commission de la condition de la femme, à l'occasion de la célébration des 30 ans de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, le 6 mars 2009 à New York;
- Une manifestation organisée avec des organisations partenaires du Brésil, d'Égypte, de la Jordanie, du Liban, du Nigéria et de la République islamique

d'Iran, parallèlement à la cinquante-quatrième session de la Commission de la condition de la femme sur le thème « Vision 2020 : se mobiliser pour les droits des femmes et l'élimination de la violence à l'égard des femmes », les 5 et 8 mars 2010 à New York;

- Une manifestation organisée en 2012 avec la Commission de la condition de la femme sur le thème « De la peur à la liberté : mettre fin à la violence contre les femmes ».

Coopération avec les organes de l'ONU

En mai 2011, l'organisation a examiné avec le Groupe de l'apatridie de la Division de la protection internationale du HCR, la possibilité de mener des actions conjointes de plaidoyer pour l'anniversaire de la Convention de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie. L'organisation avait été désignée en septembre 2011 par le Haut-Commissariat pour enquêter sur les violations des droits de l'homme dans la République arabe syrienne. L'organisation s'est également réunie avec le Groupe de l'apatridie de la Division de la protection internationale du HCR au sujet de la campagne sur l'égalité d'accès à la citoyenneté de mai 2012.

Initiatives de l'organisation conduites en appui à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation met en place des ressources, des formations et des moyens techniques pour donner aux femmes les outils leur permettant de participer pleinement à la vie sociale (objectif 3) et de renforcer les capacités des organisations féminines qui s'emploient à autonomiser de plus en plus de femmes (objectif 8).

10. World Association of Former United Nations Interns and Fellows

Statut consultatif spécial octroyé en 1981

Introduction

L'Association se donne pour objectif de constituer un canal de communication entre ses membres, de rallumer la flamme pour les Nations Unies et d'encourager l'établissement de relations cordiales entre eux; de cultiver la passion pour les affaires internationales et d'informer les membres de l'évolution des questions internationales pertinentes, mais aussi de mettre leurs ressources individuelles et collectives au service d'une meilleure connaissance publique des Nations Unies.

Objectifs et buts de l'organisation

L'Association organise des discussions, des débats, des conférences, des séminaires, des colloques et des symposiums sur des questions internationales vitales. Elle a contribué à la sensibilisation du public sur certaines questions à travers ses ambassadeurs de bonne volonté et messagers d'espoir.

Changements à signaler

Aucun changement à signaler.

Contribution aux activités de l'ONU

L'Association a diffusé des informations au public sur le système des Nations Unies à travers une série de conférences-débats sur l'innovation. Son programme « L'éducation pour la paix » lui a permis de transmettre des connaissances sur les Nations Unies à des écoliers comme à des groupes d'adultes. Grâce à des activités sur des thèmes divers (tels que la paix, le développement et l'environnement), elle a réussi à informer le public des activités de l'ONU.

Participation aux réunions de l'ONU

L'Association a participé en 2012 à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, qui a eu lieu à Rio de Janeiro (Brésil).

Coopération avec les organes de l'ONU

Aucune action de coopération.

Initiatives de l'organisation conduites en appui à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Aucune activité spécifiquement liée à ces objectifs.

11. World Evangelical Alliance

Statut consultatif spécial octroyé en 1997

Introduction

L'Alliance est un ministère mondial qui travaille avec des églises locales partout dans le monde pour répondre à une préoccupation commune, celle de vivre et de proclamer la bonne nouvelle de Jésus au sein de leur communauté. C'est une organisation mondiale comptant 600 millions d'adeptes dans 129 pays.

Objectifs et buts de l'organisation

L'Alliance adhère à une vision spirituelle mondiale de compassion inconditionnelle et encourage les communautés à cohabiter dans la paix.

Changements à signaler

Aucun changement à signaler.

Contribution aux activités de l'ONU

L'Alliance a appuyé la campagne des défis du Millénaire en organisant cinq manifestations annuelles, dont des cycles de formation avec divers secteurs destinés à contribuer à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Des représentants de l'Alliance ont participé en 2012 au dialogue organisé par le HCR sur la foi et la protection et aux discussions subséquentes du réseau de la foi que le HCR a formé à partir du dialogue. Des églises locales membres de l'Alliance dans le Soudan du Sud ont aidé le PAM à distribuer de la nourriture, des semences et des outils aux personnes déplacées dans les zones des conflits tribaux.

Participation aux réunions de l'ONU

En 2012, l'Alliance a participé au dialogue du HCR sur la foi et la protection. Elle a également pris part aux réunions ci-après :

- La cinquante-sixième session de la Commission de la condition de la femme, en mars 2012;
- La quarante-neuvième session du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, en juillet 2011;
- La dixième session de l'Instance permanente sur les questions autochtones, en mai 2011;
- La dix-neuvième session de la Commission du développement durable, en mai 2011;
- La quarante-quatrième session de la Commission de la population et du développement, en avril 2011.

Coopération avec les organes de l'ONU

Au cours de la période considérée, des représentants de l'Alliance se sont rendus dans 30 pays pour promouvoir les initiatives de paix et la protection des droits de l'homme, notamment dans le Soudan du Sud où ils ont présidé une conférence sur la paix entre les tribus autochtones et contribué à recueillir des fonds pour des projets de paix, de réconciliation et de prévention des conflits. En sa qualité de coprésidente de Religions for Peace, l'Alliance a régulièrement participé aux initiatives des Nations Unies, notamment avec l'UNICEF, pour promouvoir l'engagement en faveur de la survie des enfants et pour développer les ressources multiconfessionnelles et les mettre au service du règlement des conflits et d'autres questions confessionnelles et de politique étrangère. Elle a également participé à des sessions de l'examen périodique universel à Genève. Les représentants locaux de l'Alliance au Soudan du Sud ont aidé le PAM à distribuer de la nourriture, des semences et des outils aux personnes déplacées dans les zones des conflits tribaux.

Initiatives de l'organisation conduites en appui à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Au nombre des initiatives relatives à la réalisation de ces objectifs, on citera notamment les suivantes :

- a) Objectif 2 : les locaux des églises de l'Alliance au Kenya, au Soudan et en Ouganda ont servi de salles de classe pour les enfants et les membres des églises ont bénévolement assuré cet enseignement;
- b) Objectif 5 : l'Alliance a favorisé les services de soins de santé maternelle en contribuant, grâce au personnel médical des alliances des États-Unis et du Royaume-Uni, à former des médecins au Kenya et au Soudan aux techniques des soins obstétricaux et prénatals;
- c) Objectif 7 : les représentants de l'Alliance ont activement contribué à des séances d'information sur les changements climatiques et les problèmes environnementaux connexes, comme l'ont rapporté des responsables et des organismes des Nations Unies;

d) Objectif 8 : des organisations partenaires de l'Alliance ont accompli des travaux stratégiques pour aider à l'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption.

12. World Family of Radio Maria

Statut consultatif spécial octroyé en 2009

Introduction

World Family Radio Maria est une organisation à vocation internationale. Elle collabore avec 58 organisations sans but lucratif dans plus de 45 pays.

Objectifs et buts de l'organisation

Les objectifs de l'organisation sont d'encourager le développement social et culturel dans les pays où elle est présente, par la promotion de leurs valeurs sociales et culturelles dans le but d'améliorer les relations sociales et les échanges sociaux et de valoriser les ressources humaines; de promouvoir l'éducation et la formation en vue d'accéder à des postes d'emploi techniques dans le secteur de la radiodiffusion, ces activités étant centrées sur les pays en développement et visent à promouvoir et valoriser leurs cultures locales; de mettre en place des services et des programmes destinés à élever les niveaux de vie de la population, à créer de nouvelles conditions économiques et à favoriser le progrès social et l'épanouissement des personnes; et, enfin, de promouvoir l'information dans le domaine de la santé, les programmes d'alphabétisation et la collaboration dans le secteur éducatif avec des enseignants professionnels, mais aussi avec les médias.

Changements à signaler

Au cours de la période considérée, les statuts de l'organisation ont été modifiés. C'est ainsi qu'un nouvel article 2.5 a été introduit pour mettre en lumière le caractère non lucratif de l'organisation. En outre, conformément à l'article 9 nouveau, le Conseil d'administration est composé de cinq à dix membres (contre neuf au maximum auparavant). L'article 10.1 a été modifié avec la création du poste de vice-président. Enfin, l'article 11.3 a été légèrement remanié pour qu'en cas d'égalité dans un scrutin, la voix du Président soit prépondérante. Le nouveau conseil d'administration comprend dix membres venant de pays divers : Albanie, Autriche, Cameroun, Guatemala, Inde, Italie, Philippines, Rwanda et Uruguay. Depuis 2009, 12 nouvelles organisations sans but lucratif de différents pays sont devenues membres de l'organisation.

Contribution aux activités de l'ONU

Au cours de la période considérée, l'organisation a axé ses activités sur la promotion de la liberté d'opinion, d'expression et de religion et l'élaboration de programmes pour le progrès social dans les secteurs de l'alimentation, l'agriculture et l'enseignement primaire.

Participation aux réunions de l'ONU

L'organisation a participé aux réunions ci-après :

- Une réunion du Forum pour la coopération en matière de développement du Conseil économique et social pour discuter du rôle de l'aide dans l'atténuation des effets de la crise financière et économique sur la réalisation des objectifs de développement national et des objectifs du Millénaire pour le développement, le 22 avril 2010;
- Les auditions informelles interactives de l'Assemblée générale avec les organisations non gouvernementales, les organisations de la société civile et le secteur privé, les 14 et 15 juin 2010 à New York;
- La quarante-quatrième session de la Commission de la population et du développement, du 11 au 15 avril 2011;
- Le débat thématique informel de l'Assemblée générale sur les migrations internationales et le développement, le 19 mai 2011;
- Le Forum de la société civile du Comité de développement social des ONG, le 31 janvier 2012;
- La cinquantième session de la Commission du développement social, du 1^{er} au 10 février 2012.

Coopération avec les organes de l'ONU

Aucune action de coopération.

Initiatives de l'organisation conduites en appui à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

En Ouganda, l'organisation, en collaboration avec des ONG locales, a produit et diffusé des programmes sur la réadaptation des toxicomanes, la réinsertion des enfants des rues, la viabilité environnementale et les soins de santé. À Chipata, en Zambie, l'organisation, de concert avec le Ministère de l'éducation et l'UNICEF, a mis en place des programmes de promotion de l'agriculture biologique, de prévention du paludisme et d'éducation des enfants.

13. World Federation of Ukrainian Women's Organizations

Statut consultatif spécial octroyé en 1993

Introduction

La Fédération réunit 27 organisations sans but lucratif dans 17 pays, en Europe, en Amérique du Nord et du Sud et en Australie.

Objectifs et buts de l'organisation

La Fédération appuie les droits fondamentaux des femmes et des enfants en Ukraine et au sein de la diaspora ukrainienne, favorise la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, notamment ceux qui concernent la réduction de l'extrême pauvreté et s'emploie à garantir l'éducation universelle, l'égalité des sexes, la santé maternelle et la protection de l'environnement.

Changements à signaler

Aucun changement à signaler.

Contribution aux activités de l'ONU

La Fédération est membre du Comité des ONG auprès de l'UNICEF. Des représentantes de la Fédération participent à New York aux travaux des comités des ONG sur la famille, la condition de la femme, le vieillissement, les droits des enfants et les migrations. Elles participent également aux consultations d'ONG avant les réunions annuelles de la Commission de la condition de la femme et ont, chaque année, assisté aux sessions de la Commission au Siège de l'ONU à New York. La Fédération assiste en outre aux réunions d'information hebdomadaires du Département de l'information.

Participation aux réunions de l'ONU

La Fédération a participé aux réunions ci-après :

- La cinquante-troisième session de la Commission de la condition de la femme, du 2 au 13 mars 2009 à New York;
- La cinquante-quatrième session de la Commission de la condition de la femme, du 1^{er} au 12 mars 2010 à New York, au cours de laquelle elle a coparrainé une manifestation en marge de la session sur les pratiques optimales. Le 30 avril 2010, elle a cosigné une déclaration sur la violence contre les femmes, adressée au débat de haut niveau du Conseil économique et social;
- La cinquante-cinquième session de la Commission de la condition de la femme, du 22 février au 4 mars 2011 à New York, au cours de laquelle elle a organisé, le 23 février 2011, une manifestation en marge de la session sur le thème « Les femmes et les filles dans la science et la technologie : les obstacles franchis et les objectifs atteints »;
- La cinquante-sixième session de la Commission de la condition de la femme, du 27 février au 9 mars 2012 à New York, au cours de laquelle, elle a coorganisé, avec la Mission permanente de l'Ukraine auprès de l'Organisation des Nations Unies, le 1^{er} mars 2012, une manifestation sur le thème « Les femmes rurales : réalités et initiatives d'autonomisation », avec la participation de la candidate ukrainienne au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes.

Coopération avec les organes de l'ONU

La Fédération a apporté son appui à la Mission permanente de l'Ukraine auprès de l'Organisation des Nations Unies dans son action concernant la résolution 65/220 de l'Assemblée générale sur le droit à l'alimentation, assistant aux conférences des 3 décembre 2010 et 17 janvier 2011 à New York et rappelant comment la famine a été utilisée comme arme dans le « holodomor » (Grande Famine) de 1932-1933 en Ukraine.

Dans le cadre de son action inlassable pour les droits de l'homme en Ukraine, la Fédération est intervenue au nom de la dirigeante de l'opposition ukrainienne détenue, Yulia Tymochenko, préparant des documents destinés au Comité pour

l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes. Elle a également préparé un exposé d'ONG sur l'Ukraine dans le cadre de la quatorzième session de l'examen périodique universel à Genève. Elle a aussi assisté à une réunion d'information le 21 novembre 2012 au Siège de l'ONU à New York, présidée par Valeriya Lutkowska, la Commissaire aux droits de l'homme de l'Ukraine.

Initiatives de l'organisation conduites en appui à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Les organisations membres de la Fédération mettent en œuvre des projets dans les domaines de l'allègement de la pauvreté et des soins de santé, en apportant notamment un appui aux établissements gériatriques, aux orphelinats et aux cliniques pédiatriques. En 2011 et 2012, la Ligue des femmes ukrainiennes d'Amérique a financé un partenariat qui a permis de faire venir du personnel médical de l'hôpital pédiatrique Shriners de Boston, dans le Massachusetts, à l'hôpital pédiatrique n° 8 de Lviv, en Ukraine, afin d'y conduire des séminaires. À l'été 2011, l'Organisation des femmes ukrainiennes du Canada, en collaboration avec le Projet Harmony à Nikopol, en Ukraine, a accueilli plusieurs enfants (dont un enfant avec des membres artificiels) à Toronto pendant six semaines, où ils ont fait des excursions culturelles et du camping.

14. World Lung Foundation

Statut consultatif spécial octroyé en 2009

Introduction

La World Lung Foundation travaille en partenariat avec des organisations du monde entier qui ont le même objet. Elle coopère étroitement avec des organismes travaillant dans le domaine de la lutte contre le tabagisme et la tuberculose, l'asthme et la santé pulmonaire de l'enfant. Au nombre de partenaires principaux de la Fondation, on citera le Partenariat mondiale Halte à la tuberculose, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et l'Union internationale contre la tuberculose et les maladies respiratoires.

Objectifs et buts de l'organisation

La Fondation finance d'autres organismes pour mettre en œuvre leurs programmes ou exécute ses propres programmes. Ses projets portent sur trois domaines d'activités principaux : la mobilisation sociale et le plaidoyer pour la santé pulmonaire; les programmes et initiatives de santé publique; et l'éducation, la recherche et la formation.

Changements à signaler

Aucun changement à signaler.

Contribution aux activités de l'ONU

La Fondation a participé activement à des travaux sur les maladies non transmissibles, plaidant pour la mise en place des dispositifs antitabac les plus avantageux et leur reconnaissance comme outils importants dans la lutte contre ce

type de maladies. Elle a aussi participé en 2012, à travers NCD Alliance (l'Alliance pour la lutte contre les maladies non transmissibles), à des discussions et des réunions sur les objectifs de la lutte contre ces maladies.

Dans les pays en développement, la Fondation est de plus en plus active dans la lutte contre les problèmes liés à la pollution à l'intérieur des bâtiments, causée par les fourneaux. Elle est membre de l'Alliance mondiale pour des fourneaux propres et a pris part, l'année dernière, à plusieurs réunions consacrées à ce problème. En outre, elle collabore très étroitement avec l'OMS, essentiellement en matière de lutte contre le tabagisme et de sécurité routière, et a parrainé plusieurs projets de l'OMS dans le monde.

Participation aux réunions de l'ONU

La Fondation a participé aux réunions ci-après :

- Le cinquième anniversaire du lancement de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac, le 26 février 2010 à Genève;
- La réunion organisée par l'ONU sur le VIH/sida – enseignements concernant les maladies non transmissibles – en 2010;
- La « Journée mondiale sans tabac », organisée par l'OMS, en 2011;
- La Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur la prévention et la lutte contre les maladies non transmissibles, les 19 et 20 septembre 2011 à New York ;
- La première Conférence ministérielle mondiale sur les modes de vie sains et la lutte contre les maladies non transmissibles, les 28 et 29 avril 2011 à Moscou ;
- Participation en qualité de consultant auprès de l'OMS à la cinquième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac, du 12 au 17 novembre 2012 à Séoul.

Coopération avec les organes de l'ONU

Au cours des trois dernières années, la Fondation a travaillé avec les organisations ci-après :

- Les Nations Unies;
- L'Organisation mondiale de la Santé;
- La Banque mondiale;
- Le Programme des Nations Unies pour le développement;
- L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture;
- Le Fonds des Nations Unies pour la population;
- Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance;
- Le Programme alimentaire mondiale;
- La Fondation pour les Nations Unies.

Initiatives de l'organisation conduites en appui à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

La Fondation a activement pris part à la première Conférence ministérielle mondiale sur les modes de vie sains et la lutte contre les maladies non transmissibles, les 28 et 29 avril 2011 à Moscou et à la Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur la prévention et la lutte contre les maladies non transmissibles, les 19 et 20 septembre 2011 à New York. Lors de ces deux réunions, la Fondation s'est employée à ajouter aux objectifs du Millénaire pour le développement celui de la lutte contre les maladies non transmissibles, notamment les maladies liées à la consommation de tabac.

Elle a aussi établi des contacts avec plusieurs organismes des Nations Unies au sujet de la lutte antitabac aux niveaux mondial et national, notamment l'OMS, qui est partie prenante de l'initiative Bloomberg pour la réduction de la consommation de tabac.

Dans la République-Unie de Tanzanie, la Fondation a mis en place un programme de santé maternelle dans trois régions rurales où elle a réussi à moderniser trois centres de soins et à former du personnel de santé non praticien à assurer toute une gamme de soins obstétricaux d'urgence.

15. World Political Forum

Statut consultatif spécial octroyé en 2009

Introduction

Le World Political Forum est une association internationale établie à Turin (Italie), qui est en relation avec des organismes apparentés dans le monde.

Objectifs et buts de l'organisation

Le Forum s'intéresse à un grand nombre de thèmes liés aux effets de la mondialisation sur les États, la souveraineté et les sociétés, y compris dans leurs dimensions régionales et locales, afin de promouvoir la réalisation du niveau le plus élevé de bien-être, de respect des droits de l'homme et de promotion des valeurs civilisationnelles universellement partagées.

Changements à signaler

Aucun changement à signaler.

Contribution aux activités de l'ONU

Au cours de la période considérée, plus exactement en février 2009, le Forum a organisé, en collaboration avec des membres du Parlement européen, une réunion internationale sur l'environnement sur le thème « La paix avec l'eau », qui s'est conclue par l'élaboration d'un mémorandum sur un protocole mondial de l'eau. Il a aussi participé à la quinzième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

Participation aux réunions de l'ONU

Le Forum a participé à la quinzième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui s'est tenue du 7 au 18 décembre 2009 à Copenhague.

Coopération avec les organes de l'ONU

Aucune action de coopération.

Initiatives de l'organisation conduites en appui à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Le Forum a mobilisé des organisations de la société civile pour intervenir dans le domaine de l'environnement et discuter des aspects et des effets de la crise financière et économique et des solutions à y apporter. Au cours de la période considérée, le Forum a chaque année célébré la Journée mondiale de l'eau, le 22 mars; la Journée internationale de la Terre nourricière, le 22 avril, et la Journée mondiale de la lutte contre le sida, le 1^{er} décembre.

16. World Resources Institute

Statut consultatif spécial octroyé en 1989

Introduction

Le World Resources Institute s'intéresse aux liens entre l'environnement et le développement socioéconomique et, convaincu qu'il ne faut pas s'arrêter à la recherche, s'efforce de convertir ses idées en actions concrètes en travaillant avec des gouvernements, des entreprises et des organisations de la société civile pour élaborer des solutions pour protéger la Terre et donner de meilleures conditions de vie aux habitants de la planète.

Objectifs et buts de l'organisation

Les idées de transformation qu'apporte l'Institut concourent à protéger la Terre et à promouvoir le développement et l'équité sociale car la viabilité environnementale est un élément essentiel pour répondre aux besoins de l'humanité aujourd'hui et satisfaire ses aspirations dans le futur. L'Institut favorise le progrès grâce à des stratégies pratiques porteuses de changement et des outils efficaces pour les mettre en œuvre.

Changements à signaler

Aucun changement à signaler.

Contribution aux activités de l'ONU

L'Institut a signé un mémorandum d'accord avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), qui constitue un cadre de coopération et de compréhension et facilite la collaboration pour réaliser des objectifs et des buts communs. Au nombre des activités retenues, on citera un partenariat entre les deux organisations pour aider les pays à appliquer, entre autres, les Directives pour

l'élaboration d'une législation nationale sur l'accès à l'information, la participation du public et l'accès à la justice dans le domaine de l'environnement.

Participation aux réunions de l'ONU

L'Institut a participé aux réunions ci-après :

- La huitième session du Forum des Nations Unies sur les forêts, du 20 avril au 1^{er} mai 2009 à New York et la huitième session de l'Instance permanente sur les questions autochtones, du 18 au 29 mai 2009 à New York;
- La dix-huitième session de la Commission du développement durable, du 3 au 14 mai 2010 à New York et les auditions informelles interactives de l'Assemblée générale avec les organisations non gouvernementales, les organisations de la société civile et le secteur privé;
- La neuvième session du Forum des Nations Unies sur les forêts, du 24 janvier au 4 février 2011 à New York; la deuxième réunion du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, les 7 et 8 mars 2011 à New York; la dix-neuvième session de la Commission du développement durable, du 2 au 13 mai 2011 à New York et la deuxième réunion intersessions de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, les 15 et 16 décembre 2011 à New York;
- Les discussions initiales sur l'avant-projet de document final de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable; la cinquante-sixième session de la Commission de la condition de la femme, du 27 février au 9 mars 2012 à New York; la troisième réunion intersessions de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, les 26 et 27 mars 2012 à New York et la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, du 20 au 22 juin 2012 à Rio de Janeiro (Brésil).

Coopération avec les organes de l'ONU

En partenariat avec le PNUE, le PNUD et la Banque mondiale, l'Institut a préparé, distribué et fait connaître un rapport intitulé *World Resources 2010-2011 : Decision Making in a Changing World*, afin d'aider les responsables des pays en développement au niveau local à prendre des décisions qui permettent aux collectivités et aux secteurs économiques de mieux résister aux changements climatiques. Le rapport présente des stratégies spécifiques et pratiques et des études de cas novatrices sur les modalités d'intégration des aléas relatifs aux changements climatiques dans les politiques et la planification nationales. Il propose également des recommandations dans cinq domaines d'intervention à l'intention des gouvernements et donateurs : l'intervention publique; l'information facilitant la prise de décisions; la conception institutionnelle; les outils de planification et d'action et les ressources.

Initiatives de l'organisation conduites en appui à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Par ses travaux sur l'économie verte menées en 2011 aux Nations Unies et ceux qui ont suivi sur la préparation de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, que ce soit directement ou à travers son réseau de partenaires, l'Institut s'est fait reconnaître comme un centre d'études du

développement durable incontournable. Il est aujourd'hui en mesure d'agir activement avec à la fois le Groupe de haut niveau chargé du programme de développement pour l'après-2015 et le Groupe de travail ouvert de l'Assemblée générale sur les objectifs de développement durable, pour que les objectifs émergents soient universels et porteurs des principes de viabilité et d'équité.

17. World Water Council

Statut consultatif spécial octroyé en 2005

Introduction

L'idée de créer un conseil mondial de l'eau qui constituerait une plateforme internationale pluripartite est née à la Conférence des Nations Unies sur l'eau, qui a eu lieu en 1977 à Mar del Plata (Argentine), en réponse à l'inquiétude croissante suscitée par les problèmes de l'eau partout dans le monde. Le Conseil mondial de l'eau, une organisation non gouvernementale sans but lucratif qui fédère un grand nombre de membres, a été créé en 1996 à Marseille (France).

Objectifs et buts de l'organisation

Le Conseil se présente comme une plateforme internationale pluripartite pour plus de 300 membres actifs venant de plus de 60 pays. Il est dirigé par un Conseil d'administration de 36 membres, un président et un bureau, représentant les divers aspects de la politique, de la gestion et de l'utilisation de l'eau. Le Conseil favorise les initiatives et activités conduites dans ce domaine, dont l'aboutissement est la tenue, tous les trois ans, de sa manifestation phare : le Forum mondial de l'eau.

Changements à signaler

Des modifications mineures ont été apportées aux statuts et ratifiées par l'Assemblée générale du Forum mondial de l'eau en 2009. Les règlements ont été ratifiés en 2009 par l'Assemblée générale. Des modifications mineures y ont été apportées par la suite et approuvées en 2012. De nouveaux membres du Conseil d'administration ont été élus en 2009 et 2012 et un nouveau président a pris ses fonctions en 2012.

Contribution aux activités de l'ONU

Le Conseil a activement participé, en juin 2012, à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable en contribuant, à la fin de l'année précédente, à la rédaction de l'avant-projet de document final et en participant au processus de consultation en ligne de tous les acteurs concernés. Un de ses représentants a aussi pris la parole lors d'une manifestation tenue en marge de la réunion du mécanisme ONU-Eau. Le Conseil a en outre assumé les fonctions de rapporteur du dialogue sur le développement durable et l'eau, organisé par le Gouvernement brésilien immédiatement avant la Conférence de Rio de Janeiro. Trois recommandations ont été directement communiquées aux chefs d'État et de gouvernement à travers une des quatre sessions de tables rondes, afin d'assurer un approvisionnement durable en eau à travers la protection de la biodiversité, des écosystèmes et des sources d'eau.

Participation aux réunions de l'ONU

Le Conseil a participé aux réunions ci-après :

a) Les quinzième à dix-huitième sessions de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. À la dix-huitième session, le Gouvernement du Qatar et le Secrétaire général ont invité le Conseil à prendre part à une manifestation de haut niveau, en marge de la session, le 4 décembre 2012 à Doha, à laquelle avaient été conviés des dirigeants du PNUE, de l'Organisation météorologique mondiale (OMM) et de la Banque mondiale ainsi que des représentants de rang élevé du pays hôte et des États parties à la Convention;

b) La dix-septième session de la Commission du développement durable, du 4 au 15 mai 2009 à New York, au cours de laquelle le Conseil a présenté les résultats du cinquième Forum mondial de l'eau à l'occasion d'une manifestation organisée avec ses partenaires turcs;

c) Une réunion avec le Secrétaire général au Siège, à New York, au cours de laquelle ont été discutées les possibilités de collaboration future entre les organismes des Nations Unies et les acteurs du secteur de l'eau, l'accent ayant été mis sur la Conférence des Nations Unies sur le développement durable et la croissance verte;

d) La Conférence internationale ONU-Eau, du 3 au 5 octobre 2011 à Saragosse (Espagne) sur le thème « L'eau et l'économie verte dans la pratique : vers Rio+20 », dans laquelle le Conseil était membre du Comité directeur;

e) La réunion de haut niveau sur l'eau et la sécurité alimentaire, organisée par le Qatar et le Cabinet du Secrétaire général durant la soixante-septième session de l'Assemblée générale, en septembre 2012, à laquelle ont participé le Secrétaire général et le Directeur de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Coopération avec les organes de l'ONU

L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), la FAO et ONU-Habitat ont été membres du Conseil d'administration du Conseil de 2009 à 2012. L'UNESCO et ONU-Habitat ont été réélus en 2012. Le Conseil continue d'être un partenaire officiel d'ONU-Eau, dont il assiste aux réunions annuelles, et de participer à l'élaboration des rapports sur la mise en valeur de l'eau dans le monde dans le cadre de l'exécution du Programme mondial pour l'évaluation des ressources en eau de l'UNESCO.

Le Conseil est de longue date membre du Groupe d'experts de haut niveau sur les catastrophes liées à l'eau du Conseil consultatif sur l'eau et l'assainissement, organe placé sous l'autorité du Secrétaire général. Après avoir participé à la réunion du Groupe (en présence de représentants du Conseil d'administration, du Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe, de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), de l'OMM, de l'UNESCO, de l'UNICEF et du Centre international sur les risques liés à l'eau et leur gestion), et avoir diffusé son rapport intitulé « Prévention et mesures destinés à réduire au minimum le nombre de morts et les destructions : développer les capacités de résistance sur le chemin du développement durable », lors du quatrième Forum mondial de l'eau tenu à Istanbul en 2009, le Conseil a pris part à une

conférence organisée par le Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe à Genève, au cours de laquelle un de ses représentants a lu un discours sur la prévention des catastrophes. En avril 2011, des membres du Bureau du Conseil ont été invités par les autorités japonaises à constater les dégâts causés par le tsunami dans le Nord-Est du pays.

Le 14 mars 2012, lors du sixième Forum mondial de l'eau, le Conseil, en collaboration avec le Rapporteur spécial sur le droit de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement, a réuni un groupe de haut niveau sur le droit à l'eau et à l'assainissement.

La FAO a dirigé la préparation du thème de l'eau et l'alimentation lors des cinquième et sixième forums et a participé à une réunion de haut niveau sur l'eau, l'alimentation et l'énergie au cours du cinquième Forum. Le Directeur général de la FAO et le Président du Conseil se sont rencontrés le 4 octobre 2010, et, une nouvelle fois, à l'occasion de la Journée mondiale de l'eau, en 2012 à Rome.

D'autres organisations des Nations Unies, telles qu'ONU-Habitat, le PNUE, l'OMS, l'OMM et l'UNESCO, ont assumé des rôles de coordination importants dans les processus thématiques et politiques des cinquième et sixième forums mondiaux sur l'eau.

Le Conseil est membre du Comité directeur du Pôle des partenariats novateurs du PNUE. Cette initiative vise à appuyer le mécanisme de solidarité 1 % pour l'eau et l'assainissement, dans le cadre des financements innovants concourant à la réalisation de l'objectif 7 du Millénaire pour le développement.

Initiatives de l'organisation conduites en appui à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Les forums mondiaux de l'eau sont les principaux mécanismes du Conseil pour promouvoir la réflexion et l'échange de vues, et relever les défis contemporains liés à l'eau. Des représentants des gouvernements nationaux et locaux, les organismes des Nations Unies, les organisations intergouvernementales, la société civile, les universités, les opérateurs du secteur de l'eau, les entreprises, les associations professionnelles, les groupes autochtones, les jeunes et les médias viennent au Forum mondial de l'eau pour échanger des vues et promouvoir les actions relatives à l'eau au niveau international.

L'Alliance pour un mécanisme global d'observation sur l'eau, qui fonctionne à travers un portail en ligne en anglais, en français et en espagnol, est conçue pour héberger les résultats d'études multicritères et présenter des informations touchant aux pays et aux régions, concernant par exemple l'approvisionnement en eau et la couverture sanitaire ou la disponibilité et l'utilisation de ces ressources, et offrir des liens pour suivre les activités par pays et par région. Plus de 50 dossiers de pays sont aujourd'hui disponibles sur le site.

Le Programme sur le droit à l'eau et à l'assainissement. Depuis 1996, le Conseil travaille sur ce thème. Il a également contribué à un processus de consultation conduit par le HCR sur les obligations liées à l'accès à l'eau potable et à l'assainissement du point de vue des droits de l'homme.

Le Programme sur l'eau et la croissance verte. Le 29 novembre 2010, le Conseil a lancé un partenariat pluriannuel avec le Gouvernement de la République de Corée sur le rôle des ressources en eau dans la dynamisation d'une croissance économique durable.

L'eau pour la croissance et le développement en Afrique. En partenariat avec le Ministère des affaires étrangères français, le Conseil a publié, à la fin de 2011, un rapport dans lequel il proposait un cadre pour la prise de décisions financières en Afrique afin d'assurer la sécurité de l'approvisionnement en eau et la sécurité humaine et économique.

L'eau et la sécurité alimentaire. Un mémorandum d'accord a été signé en 2012 avec le Programme de sécurité alimentaire nationale du Qatar pour établir un programme sur cette question. Cette action sera lancée en 2013 et ses premières conclusions seront présentées au septième Forum mondial de l'eau, en 2015.

Informations supplémentaires

L'eau et le climat. En 2009, le Conseil a publié un rapport de synthèse sur ce thème intitulé « Don't stick your head in the sand », ainsi que 16 documents d'orientation sur l'adaptation aux changements climatiques, avec le programme de coopération de l'UNESCO sur l'eau et le climat, l'International Water Association et l'Union internationale pour la conservation de la nature et des ressources naturelles (UICN).

Le financement. Lors du cinquième Forum mondial de l'eau, en 2009, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et le Conseil ont présenté un rapport conjoint intitulé « Système de notification des pays créanciers sur les activités d'aide ». À la même occasion, un groupe de travail de haut niveau, dans lequel étaient représentés la FAO et le Conseil consultatif de l'eau et de l'assainissement, qui est rattaché au Secrétaire général, s'est penché sur le thème « De l'eau pour éteindre les incendies financiers et économiques ».

Enfin, le Conseil a participé activement à nombre de manifestations dans le monde, dont il a assuré la promotion, notamment la Journée mondiale de l'eau, le 22 mars, (qui avait été consacrée à la qualité de l'eau en 2010, à l'urbanisation en 2011 et à l'alimentation en 2012), la Journée internationale de la Terre nourricière, le 22 avril, et Live Earth en avril 2010. On notera que le Conseil a créé et administré le Pavillon de l'eau dans le monde à l'exposition universelle de Shanghai en 2010, où près de 500 000 visiteurs, dont un grand nombre de jeunes, ont été initiés aux défis liés à l'eau dans le monde. Il a aussi organisé un concours de photographie sur le thème de l'eau et des villes.